

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

### Arrêtés portant promotion et nomination dans l'ordre du Mérite agricole.

Ces textes sont publiés au n° 4 du *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* paru ce jour.

### Délégation de signature.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 modifié autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature;

Vu le décret n° 75-121 du 24 février 1975 fixant le cadre des délégations de signature pouvant être données par arrêté du ministre de l'agriculture;

Vu le décret n° 76-487 du 2 juin 1976 portant réorganisation du ministère de l'agriculture;

Vu le décret du 27 août 1976 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret du 17 mars 1975 portant nomination du directeur de la production, des marchés et des échanges extérieurs au ministère de l'agriculture,

### Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Bernard Auberger, directeur de la production et des échanges, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'agriculture, tous arrêtés, actes ou décisions, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Auberger, directeur de la production et des échanges, délégation est donnée à M. Robert Telle, directeur adjoint, et M. André Lachaux, chef de service, à l'effet de signer, au nom du ministre et dans la limite de ses attributions, les documents visés à l'article 1<sup>er</sup>.

Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Auberger, directeur de la production et des échanges, de M. Robert Telle, directeur adjoint, et de M. André Lachaux, chef de service, délégation est donnée à :

- 1 M. Jean Moulias, sous-directeur;
- 2 M. Jean-Marie Cornet, sous-directeur;
- 3 M. Gilbert Defaix, ingénieur en chef d'agronomie;
- 4 M. Philippe Guerin, ingénieur du génie rural, des eaux et des forêts;
- 5 M. Alain Revel, ingénieur du génie rural, des eaux et des forêts.

à l'effet de signer, au nom du ministre de l'agriculture et dans la limite de leurs attributions respectives :

1° Tous arrêtés, actes ou décisions, à l'exclusion :

- Des décrets;
- Des arrêtés ou décisions approuvant les programmes d'investissement;
- Des arrêtés ayant un caractère réglementaire.

2° Les conventions, contrats et avenants engageant une dépense inférieure à 500 000 F;

3° Les pièces justificatives de dépenses, les ordres de recettes et les titres de perception.

Art. 4. — L'arrêté du 10 septembre 1976 modifié portant délégation de signature à M. Bernard Auberger, directeur de la production et des échanges, est abrogé.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> février 1977.

CHRISTIAN BONNET.

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ

### Décret portant nomination du directeur du bureau d'aide sociale de Paris.

Par décret en date du 21 février 1977, M. Lafouge (Philippe), sous-directeur du bureau d'aide sociale de Paris, est nommé, à compter du 1<sup>er</sup> mars 1977, directeur du bureau d'aide sociale de Paris, en remplacement de M. Herbulot (Tony), admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Chiffres de la population à prendre en considération dans certaines communes, pour la création d'officines de pharmacie, par application des dispositions des articles L. 571 et L. 572 du code de la santé publique.

Par arrêté du ministre de la santé en date du 8 février 1977, les nouveaux chiffres de la population municipale totale des communes visées par les arrêtés du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, en date des 27 et 31 décembre 1976, sont pris en considération tels qu'ils sont fixés par lesdits arrêtés, pour l'application des articles L. 571 (six premiers alinéas) et L. 572 du code de la santé publique.

NOTA. — L'arrêté du 8 février 1977 ainsi que le tableau annexé seront publiés intégralement au *Bulletin officiel* du ministère de la santé.

### Taux de l'indemnité spéciale attribuée aux pharmaciens inspecteurs de la santé.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances, le ministre de la santé et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique,

Vu le décret n° 74-418 du 13 mai 1974 portant institution d'une indemnité spéciale aux pharmaciens inspecteurs de la santé,

### Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le taux moyen annuel de l'indemnité spéciale prévue par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 13 mai 1974 susvisé est fixé à 4 200 F.

Art. 2. — L'arrêté du 24 mai 1974 fixant le taux de l'indemnité spéciale attribuée aux pharmaciens inspecteurs de la santé est abrogé.

Art. 3. — Le directeur de l'administration générale, du personnel et du budget au ministère de la santé, le directeur du budget au ministère de l'économie et des finances et le directeur général de l'administration et de la fonction publique au secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre (fonction publique) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1977.

Fait à Paris, le 14 février 1977.

Le ministre de la santé,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'administration générale,  
du personnel et du budget,  
PIERRE PASCAL.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre  
chargé de l'économie et des finances,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget,

Par empêchement du directeur du budget :

Le sous-directeur,  
JACQUES BUZET.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,  
chargé de la fonction publique,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Pour le directeur général de l'administration  
et de la fonction publique empêché :

Le sous-directeur,  
JEAN-LOUIS MOREAU.

## MINISTÈRE DE LA QUALITÉ DE LA VIE

### JEUNESSE ET SPORTS

Décret n° 77-155 du 9 février 1977 modifiant le décret n° 74-903 du 25 octobre 1974 portant statuts particuliers des inspecteurs et inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances et du ministre de la qualité de la vie,

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, et notamment son article 2;

Vu le décret n° 51-1423 du 5 décembre 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation des règles suivant lesquelles doit être déterminée l'ancienneté du personnel nommé dans certains corps de fonctionnaires de l'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale, modifié par les décrets

n° 58-295 du 20 mars 1958, n° 59-1402 du 9 décembre 1959, n° 61-1013 du 7 septembre 1961, n° 66-757 du 7 octobre 1966, n° 69-79 du 22 janvier 1969 et n° 73-635 du 3 juillet 1973 ;

Vu le décret n° 74-903 du 25 octobre 1974 portant statuts particuliers des inspecteurs et inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Vu le décret n° 76-1133 du 9 décembre 1976 relatif aux emplois de directeur départemental et de directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Vu l'avis émis par le comité technique paritaire central institué auprès du sous-directeur de l'administration générale au secrétariat d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 2 du décret susvisé du 25 octobre 1974 est remplacé par les dispositions suivantes :

#### Article 2.

Le corps des inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs comporte un seul grade divisé en huit échelons et un échelon fonctionnel.

Art. 2. — Le tableau figurant à l'article 7 du décret susvisé du 25 octobre 1974 est remplacé par le tableau suivant :

SITUATION ancienne.	SITUATION NOUVELLE	
	Échelons.	Ancienneté dans l'échelon.
1 <sup>er</sup> échelon .....	2 <sup>e</sup> échelon ..	Maintien de l'ancienneté d'échelon et majoration de 2 ans.
2 <sup>e</sup> échelon .....	3 <sup>e</sup> échelon ..	Maintien de l'ancienneté d'échelon et majoration de 1 an.
3 <sup>e</sup> échelon : Avant 6 mois ..	3 <sup>e</sup> échelon ..	Maintien de l'ancienneté d'échelon et majoration de 2 ans et 6 mois.
Après 6 mois ..	4 <sup>e</sup> échelon ..	Maintien de l'ancienneté d'échelon acquise après 6 mois.
4 <sup>e</sup> échelon : Moins de 1 an 8 mois .....	4 <sup>e</sup> échelon ..	Maintien de l'ancienneté d'échelon et majoration de 1 an et 4 mois.
Plus de 1 an 8 mois .....	5 <sup>e</sup> échelon ..	Maintien de l'ancienneté d'échelon moins 1 an et 8 mois.
5 <sup>e</sup> échelon .....	5 <sup>e</sup> échelon ..	Maintien du tiers de l'ancienneté d'échelon et majoration de 10 mois.
6 <sup>e</sup> échelon : Moins de 1 an 2 mois .....	5 <sup>e</sup> échelon ..	Maintien des 5/6 de l'ancienneté d'échelon et majoration de 2 ans.
Plus de 1 an 2 mois .....	6 <sup>e</sup> échelon ..	Maintien des 5/6 de l'ancienneté d'échelon.
7 <sup>e</sup> échelon .....	6 <sup>e</sup> échelon ..	Maintien des 3/7 de l'ancienneté d'échelon et majoration de 2 ans.
8 <sup>e</sup> échelon : Moins de 1 an.	6 <sup>e</sup> échelon ..	Maintien de la moitié de l'ancienneté d'échelon et majoration de 3 ans et 6 mois.
Plus de 1 an.	7 <sup>e</sup> échelon ..	Maintien de la moitié de l'ancienneté d'échelon supérieure à 1 an.
9 <sup>e</sup> échelon .....	7 <sup>e</sup> échelon ..	Maintien des 5/9 de l'ancienneté d'échelon et majoration de 1 an et 6 mois.
10 <sup>e</sup> échelon .....	8 <sup>e</sup> échelon ..	Maintien des 4/9 de l'ancienneté d'échelon.
11 <sup>e</sup> échelon .....	8 <sup>e</sup> échelon ..	Maintien de l'ancienneté d'échelon et majoration de 2 ans.

Art. 3. — Le tableau figurant à l'article 8 du décret susvisé du 25 octobre 1974 est remplacé par le tableau suivant :

ÉCHELONS	CHOIX	ANCIENNETÉ
Du 1 <sup>er</sup> au 2 <sup>e</sup> échelon .....	1 an	1 an
Du 2 <sup>e</sup> au 3 <sup>e</sup> échelon .....	2 ans	3 ans
Du 3 <sup>e</sup> au 4 <sup>e</sup> échelon .....	2 ans	3 ans
Du 4 <sup>e</sup> au 5 <sup>e</sup> échelon .....	2 ans	3 ans
Du 5 <sup>e</sup> au 6 <sup>e</sup> échelon .....	2 ans	3 ans
Du 6 <sup>e</sup> au 7 <sup>e</sup> échelon .....	3 ans	4 ans
Du 7 <sup>e</sup> au 8 <sup>e</sup> échelon .....	3 ans	4 ans

Art. 4. — A l'article 9 du décret susvisé du 25 octobre 1974, les mots « 8<sup>e</sup> échelon » sont substitués aux mots « 7<sup>e</sup> échelon ».

Art. 5. — Le deuxième alinéa de l'article 12 du décret susvisé du 25 octobre 1974 est modifié comme suit :

« En outre, lorsque neuf nominations ont été effectuées dans les conditions définies ci-dessus, une nomination peut être prononcée, compte tenu des nécessités du service et après avis de la commission administrative paritaire, parmi les professeurs d'éducation physique et sportive, diplômés de l'école normale supérieure d'éducation physique et sportive ou de l'institut national du sport et de l'éducation physique ayant atteint le 11<sup>e</sup> échelon de leur grade, et parmi les administrateurs civils ayant atteint au moins le 3<sup>e</sup> échelon de la 1<sup>re</sup> classe. »

Art. 6. — L'article 13 du décret susvisé du 25 octobre 1974 est complété comme suit :

« L'échelon terminal du grade d'inspecteur de la jeunesse, des sports et des loisirs est l'échelon fonctionnel prévu à l'article 2 ci-dessus. »

Art. 7. — Les inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs en position d'activité dans leur corps ou placés dans l'une des autres positions prévues par le statut général des fonctionnaires à la date d'entrée en vigueur du présent décret sont classés conformément au tableau suivant :

ANCIENNE SITUATION	ÉCHELONS	NOUVELLE SITUATION
1 <sup>er</sup> échelon : Moins de 1 an d'ancienneté d'échelon. 1 an et plus d'ancienneté d'échelon.	1 <sup>er</sup> échelon. 2 <sup>e</sup> échelon.	Ancienneté d'échelon maintenue. Ancienneté d'échelon diminuée de 1 an.
2 <sup>e</sup> échelon : Moins de 2 ans d'ancienneté d'échelon. 2 ans et plus d'ancienneté d'échelon.	2 <sup>e</sup> échelon. 3 <sup>e</sup> échelon.	Ancienneté d'échelon majorée de 1 an. Ancienneté d'échelon diminuée de 2 ans.
3 <sup>e</sup> échelon : Moins de 2 ans d'ancienneté d'échelon. 2 ans et plus d'ancienneté d'échelon.	3 <sup>e</sup> échelon. 4 <sup>e</sup> échelon.	Ancienneté d'échelon majorée de 1 an. Ancienneté d'échelon diminuée de 2 ans.
4 <sup>e</sup> échelon : Moins de 2 ans d'ancienneté d'échelon. 2 ans et plus d'ancienneté d'échelon.	4 <sup>e</sup> échelon. 5 <sup>e</sup> échelon.	Ancienneté d'échelon majorée de 1 an. Ancienneté d'échelon diminuée de 2 ans.
5 <sup>e</sup> échelon : Moins de 1 an d'ancienneté d'échelon. 1 an et plus d'ancienneté d'échelon.	5 <sup>e</sup> échelon. 6 <sup>e</sup> échelon.	Ancienneté d'échelon majorée de 2 ans. Ancienneté d'échelon diminuée de 1 an.
6 <sup>e</sup> échelon : Moins de 6 mois d'ancienneté d'échelon. 6 mois et plus d'ancienneté d'échelon.	6 <sup>e</sup> échelon. 7 <sup>e</sup> échelon.	Ancienneté d'échelon majorée de 3 ans 6 mois. Ancienneté d'échelon diminuée de 6 mois.
7 <sup>e</sup> échelon .....	8 <sup>e</sup> échelon.	Ancienneté d'échelon maintenue.
Echelon fonctionnel .....	Echelon fonctionnel.	Ancienneté d'échelon maintenue.

Art. 8. — Pour l'application de l'article L. 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite aux inspecteurs retraités, les assimilations prévues pour fixer les indices de traitement mentionnés à l'article L. 15 dudit code sont effectuées suivant les règles et correspondances fixées par le tableau ci-dessous :

SITUATION ANCIENNE		SITUATION NOUVELLE
Échelons.	Ancienneté dans l'échelon.	Échelons.
Echelon fonctionnel.		Echelon fonctionnel.
7 <sup>e</sup> échelon.		8 <sup>e</sup> échelon.
6 <sup>e</sup> échelon.	1 an et plus.	7 <sup>e</sup> échelon.
6 <sup>e</sup> échelon.	Moins de 1 an.	6 <sup>e</sup> échelon.
5 <sup>e</sup> échelon.	1 an 6 mois et plus.	6 <sup>e</sup> échelon.
5 <sup>e</sup> échelon.	Moins de 1 an 6 mois.	5 <sup>e</sup> échelon.
4 <sup>e</sup> échelon.	2 ans 6 mois et plus.	5 <sup>e</sup> échelon.
4 <sup>e</sup> échelon.	Moins de 2 ans 6 mois.	4 <sup>e</sup> échelon.
3 <sup>e</sup> échelon.	2 ans 6 mois et plus.	4 <sup>e</sup> échelon.
3 <sup>e</sup> échelon.	Moins de 2 ans 6 mois.	3 <sup>e</sup> échelon.
2 <sup>e</sup> échelon.	2 ans 6 mois et plus.	3 <sup>e</sup> échelon.
2 <sup>e</sup> échelon.	Moins de 2 ans 6 mois.	2 <sup>e</sup> échelon.
1 <sup>er</sup> échelon.	1 an 6 mois et plus.	2 <sup>e</sup> échelon.
1 <sup>er</sup> échelon.	Moins de 1 an 6 mois.	1 <sup>er</sup> échelon.

Les pensions des fonctionnaires déjà retraités ou les pensions de leurs ayants droit sont révisées en application des dispositions ci-dessus à compter de la date d'application dudit décret aux personnels en activité.

Art. 9. — Le premier alinéa de l'article 18 du décret susvisé du 25 octobre 1974 est complété comme suit :

« Pour l'application de cette proportion, il n'est pas tenu compte des inspecteurs et des inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs détachés dans les emplois de directeur départemental et de directeur régional de la jeunesse et des sports. »

Art. 10. — Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances, le ministre de la qualité de la vie et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 1976.

Fait à Paris, le 9 février 1977.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la qualité de la vie,  
VINCENT ANSQUER.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre  
chargé de l'économie et des finances,  
MICHEL DURAFOUR.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,  
chargé de la fonction publique,  
MAURICE LIGOT.

#### Echelonnement indiciaire des inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété ;

Vu le décret n° 74-903 du 25 octobre 1974 portant statut des inspecteurs et inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Vu le décret n° 77-155 du 9 février 1977 modifiant le décret n° 74-903 du 25 octobre 1974 précité ;

Vu l'arrêté du 10 février 1975, modifié par l'arrêté du 7 avril 1976, fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'échelonnement indiciaire applicable aux inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs est modifié comme suit pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 1976 :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS
Echelon fonctionnel	885
8 <sup>e</sup> échelon	855
7 <sup>e</sup> échelon	785
6 <sup>e</sup> échelon	735
5 <sup>e</sup> échelon	635
4 <sup>e</sup> échelon	557
3 <sup>e</sup> échelon	497
2 <sup>e</sup> échelon	446
1 <sup>er</sup> échelon	392

Art. 2. — A compter du 1<sup>er</sup> juillet 1976, l'échelonnement indiciaire applicable aux inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs est fixé comme suit :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS
Echelon fonctionnel	885
8 <sup>e</sup> échelon	855
7 <sup>e</sup> échelon	785
6 <sup>e</sup> échelon	735
5 <sup>e</sup> échelon	635
4 <sup>e</sup> échelon	563
3 <sup>e</sup> échelon	500
2 <sup>e</sup> échelon	453
1 <sup>er</sup> échelon	401

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 février 1977.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre  
chargé de l'économie et des finances,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget,

Par empêchement du directeur du budget :

Le sous-directeur,

JACQUES BUZET.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité  
de la vie (Jeunesse et sports),

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le chargé de mission,

JACQUES DOUFFIAGUES.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,  
chargé de la fonction publique,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le chargé de mission,

PIERRE BANDET.

#### SECRETARIAT D'ETAT A LA CULTURE

##### Commission de contrôle des films.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la culture en date du 10 février 1977, est renouvelé dans sa fonction de membre de la commission de contrôle des films cinématographiques, pour la durée prévue à l'article 1<sup>er</sup> du décret modifié du 18 janvier 1961, au titre de représentant du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) :

Membre titulaire : M. Vulpillières (Jean-François).

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la culture en date du 11 février 1977, est renouvelée dans sa fonction de membre de la commission de contrôle des films cinématographiques, pour la durée prévue à l'article 1<sup>er</sup> du décret modifié du 18 janvier 1961, au titre de représentant du ministre de la santé :

Membre titulaire : Mme Pechabrier (Madeleine).